Identité, Nation et Régions, avec Alain de Benoist

La France, et l'Europe dans son ensemble, paraissent plongées dans une phase de repli culturel et de négation de leur propre spécificité. Sur quels fondements politiques et sociaux pourraient s'appuyer une renaissance de la conscience culturelle et identitaire française et européenne ?

Nous vivons sans conteste dans ce que Cornelius Castoriadis appelait une « époque de basses eaux ». D'autres parlent de décadence ou de fin de cycle. Cette dernière expression a fait l'avantage de faire comprendre que, lorsque quelque chose se termine, il y a aussi quelque chose qui commence. Ce qui s'achève aujourd'hui, c'est le vaste cycle de la modernité. On peut caractériser cette dernière de bien des façons. Je dirais pour ma part que l'un de ses traits principaux est d'avoir généralisé dans tous les rouages de la vie sociale un processus d'indistinction, c'est-à-dire de négation des différences, relevant de ce que j'ai appelé l'idéologie du Même. Cette idéologie, qui a connu des formes religieuses comme des formes profanes, soutient que tout ce qui singularise n'a qu'un aspect secondaire et transitoire. La « renaissance de la conscience culturelle et identitaire » que vous appelez de vos vœux implique une rupture avec l'idéologie du Même, qui se déploie de nos jours à l'échelle planétaire. Une telle renaissance équivaudrait à une véritable révolution, ce qui exclut toute perspective réformiste. Comment peut-on y œuvrer ? S'il y avait une solution toute prête, cela se saurait depuis longtemps. A mon sens, c'est tout un travail de pédagogie qui est nécessaire dans l'immédiat. Mais celui-ci ne peut être entrepris que sur la base d'une analyse en profondeur de la généalogie, de la suite d'événements qui a abouti à la situation actuelle. Une attitude purement réactive ne suffit pas. Il faut que s'y ajoute une attitude réflexive, faute de quoi l'on en restera au stade de la déploration. Cette démarche doit en outre se défaire de toute nostalgie restaurationniste. L'identité elle-même n'est pas une essence, mais une substance, une dynamique narrative L'histoire n'est pas seulement le passé. L'histoire est toujours ouverte sur d'autres possibles. Le plus important est donc d'être capable d'analyser le monde dans lequel on vit, d'essayer de discerner les formes sociales-historiques du monde qui vient, bref d'être conscient du moment historique où nous sommes. La simple lamentation, si fréquente dans les milieux de droite, n'est pas une réaction contre la décadence. Elle fait aussi partie de la décadence.

Quels outils culturels, quels procédés de langage, quelles références historiques seraient aujourd'hui les plus propres à éveiller la fierté d'être Français, d'être Européen, dans un contexte sinistré qui cumule culture de culpabilisation, altérité extrême et colonisation culturelle ? Dans cette optique, quels mythes historiques ou politiques pourraient être efficacement activés ?

Plus que de « colonisation culturelle », je serais tenté de parler d'implosion de la culture (de toutes les cultures) sous l'effet de la diffusion des valeurs marchandes. Le capitalisme libéral, fondé sur un modèle anthropologique privilégiant l'individu intéressé, égoïste (il est censé rechercher en permanence son meilleur intérêt), transforme et atrophie l'imaginaire symbolique en ce qu'il tend à rabattre toute valeur sur ce qui peut être calculé, évalué quantitativement. Dans ces conditions, je ne vois pas très bien où est l'« altérité extrême » à

laquelle vous faites allusion. Quant à la « culture de la culpabilisation », elle résulte d'une mode de la repentance qui revient à dévaluer radicalement le passé (les Européens sont appelés à ne se remémorer leur histoire que comme crime), tout en flattant un certain narcissisme moral (il s'agit de se poser comme moralement meilleurs que les générations qui nous ont précédés). Cette mode reste néanmoins cantonnée à certaines élites, disons pour faire bref à la Nouvelle Classe politico-médiatique. En ignorant le peuple, celle-ci fait aussi obstacle à la perception que nous pouvons en avoir. Selon un sondage récent, publié dans *Les valeurs des Français* (Armand Colin 2003), 84 % des Français se déclarent aujourd'hui « fiers d'être Français », ce qui pourrait nuancer votre pessimisme. Tout récemment encore, on a même pu voir notre très médiatique secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Rama Yade, se déclarer « fière d'appartenir à un pays qui ne veut pas mourir ». Le problème est que cette « fierté », découlant d'un sentiment d'appartenance élémentaire, ne signifie pas grand chose aussi longtemps que l'on n'a pas dit de quoi il faudrait être « fiers » ni défini ce que veut dire « être Français » (ou « être Européen »). Les milieux identitaires se bornent ici, le plus souvent, à renvoyer à l'origine, c'est-à-dire à l'identité héritée, ce qui me semble très insuffisant. L'identité est inséparable de la conscience identitaire, c'est-à-dire de la perception que nous en avons et de l'importance que nous donnons à tel ou tel de ses aspects. Une identité choisie peut être beaucoup plus agissante qu'une identité héritée : chaque fois qu'un individu meurt pour ses idées, il meurt pour une identité choisie. Plus que de savoir « qui est Français ? », la vraie à question à poser, dans la situation présente, serait plutôt de savoir « qu'est-ce qui est français ? » A l'époque où nous vivons, en quoi la présence française au monde peut-elle encore être singulière ? Qu'y a-t-il de spécifiquement français dans notre mode de vie ?

Vous êtes depuis longtemps favorable à l'expression de tous les particularismes, ainsi qu'à la défense des autonomies locales et régionales, conçues comme devant constituer le fondement d'une renaissance d'un tissu social plus indépendant du Marché et de l'Etat, structuré par des relations humaines plus spontanées. Quelles formes concrètes pourrait prendre la constitution ou la réactivation de communautés humaines constituées, à un niveau inférieur de celui de l'Etat-nation ?

L'individualisation des comportements, qui atteint aujourd'hui son apogée, a entraîné, entre autres, une prodigieuse dé-liaison sociale. Tout ce qu'il pouvait y avoir d'organique et de concret dans la société se défait au profit de rapports mécaniques, abstraits ou intéressés. L'effondrement des solidarités naturelles va de pair avec la disparition des grands projets collectifs. A l'époque de la globalisation, on ne peut remédier à cette dé-liaison sociale que dans des cadres sociaux de proximité, qu'il s'agisse du quartier, du voisinage, de la commune, de la région, etc. Le global appelle le local, dans la mesure où l'Etat-nation n'est plus créateur de socialité. L'Etat-nation a été, dans le domaine politique, l'acteur principal de la modernité. Entré en crise dès les années 1930, de plus en plus incapable de faire face aux emprises planétaires qui se déploient aujourd'hui, il se transforme en un simple cadre de contrôle et de surveillance (l'Etat-Providence devient à la fois hygiénique et punitif, « thérapeutique » au sens de Christopher Lasch), tandis que se multiplient les communautés et les réseaux. Le tissu social, par ailleurs, n'est pas une simple affaire privée (la « société civile »). Il implique aussi un espace public, qui est celui de la démocratie participative et de l'apprentissage de la citoyenneté. C'est à partir des « formes concrètes » de toutes sortes qui peuvent s'instaurer dans cet espace public que des communautés humaines pourraient reprendre forme.

L'Union européenne vous paraît-elle pouvoir constituer à certains égards une chance pour l'identité européenne ? Le fédéralisme infra-national qu'elle promeut est-il un processus positif, ou ne constitue-t-il qu'un moyen de casser les nations historiques sans donner de réel pouvoir décisionnel aux entités territoriales et humaines de niveau inférieur ?

Je suis tout à fait favorable à la construction politique de l'Europe, car l'avènement d'un monde multipolaire implique l'existence de grands ensembles continentaux qui puissent devenir autant de pôles de régulation de la mondialisation, mais je suis aussi le premier à reconnaître que cette construction s'est faite, depuis le début, en dépit du bon sens. Au lieu de partir de la politique et de la culture, elle est partie de l'économie et du commerce, en s'imaginant que, par une sorte d'effet de cliquet, la citoyenneté économique se transformerait automatiquement en citoyenneté politique. Elle s'est faite en dehors des peuples, qui n'ont pratiquement jamais été conviés à s'exprimer sur cette évolution, pourtant déterminante pour leur avenir. Elle a privilégié un élargissement hâtif à des pays dont les sentiments européens étaient pour le moins douteux, au lieu de s'engager dans la voie d'un approfondissement de ses institutions politiques, avec pour résultat l'impuissance et la paralysie. Quant au « fédéralisme », supra-national ou infra-national, dont beaucoup la créditent, il n'a tout simplement jamais été appliqué. Le fédéralisme repose sur le principe de subsidiarité (ou de compétence suffisante), qui veut que les décisions soient prises au plus bas niveau possible. Au lieu de cela, la Commission européenne s'est d'emblée posée comme omnicompétente, ce qui l'amène en permanence à trancher de tout par le haut. Il n'est pas étonnant, dans de telles conditions, que la souveraineté que l'on a enlevée aux Etats-membres ne se retrouve pas au niveau européen. Pour que l'Union européenne soit une véritable chance pour l'Europe, il faudrait d'abord que soit clairement posé un débat qu'on a toujours esquivé : celui qui porte sur les finalités. S'agit-il de faire de l'Europe un vaste espace de libre-échange, régi par les lois du marché et l'idéologie des droits de l'homme, ou de construire un puissance autonome, qui serait aussi un creuset original de culture et de civilisation ?

La nation, comme forme de communauté enracinée, vous paraît-elle totalement obsolète ou peut-elle encore avoir un rôle à jouer ? Peut-elle coexister avec des entités historiques d'un niveau inférieur ?

Les nations existent. Elles ont une histoire, qui nous parle encore aujourd'hui et qu'il nous appartient de poursuivre. Elles ont souvent une langue qui leur est propre, et qui est une composante identitaire fondamentale. Elles restent le cadre d'application d'un certain nombre de dispositions juridiques de toutes sortes. Il n'y a donc aucune raison d'envisager, et moins encore de prôner, leur disparition. L'erreur, en revanche, serait de poser la nation, soit comme la forme politique la plus vaste qu'on puisse imaginer, ce que croyait Maurras, suivi aujourd'hui par les « souverainistes », soit comme une forme politique exclusive de toutes les autres. Cette erreur est fréquemment commise en France, car le mode de construction de la nation française nous y prédispose. Alors qu'en Allemagne ou en Italie, c'est le peuple qui a créé la nation, d'où a surgi l'Etat, en France, l'Etat préexiste à la fois au peuple est à la nation : au XVIII[e] siècle, le « peuple français » est encore loin d'être une réalité achevée, comme le soulignait alors Mirabeau. Quant à la nation, au sens moderne du terme, c'est-à-dire en tant qu'entité proprement politique, elle n'apparaît guère qu'au moment de la Révolution, lorsque lui sont attribuées des propriétés auparavant dévolues au roi. Je distingue donc nettement la nation et l'Etat-nation, tout comme je distingue la nationalité et la citoyenneté. Dans une telle optique, la nation peut très bien coexister avec des entités politiques d'un autre

niveau. Il faut seulement cesser de raisonner comme si l'on était en présence d'un jeu à somme nulle, c'est-à-dire comme si tout ce qui était attribué à ces autres entités était autant de perdu pour la nation. D'un point de vue fédéraliste, les petites nations sont appelées à se fédérer entre elles, les grandes à se fédéraliser.

Le vieux mythe national-républicain voyant dans « nos ancêtres les Gaulois » les prédécesseurs de la nation française, comme idée fondant l'unité française, dans le contexte de la ruine du catholicisme, vous paraît-il encore utile, légitime et défendable ?

J'ai la plus grand sympathie pour les anciens Gaulois – et d'une façon plus générale pour tout le monde celtique –, mais en faire les « prédécesseurs de la nation française » revient de toute évidence à introduire un élément téléologique dans le cours de l'histoire, c'est-à-dire à tomber dans l'anachronisme. Telle que l'histoire s'est déroulée, les Gaulois peuvent sans doute être considérés comme étant à l'origine de la nation française, même si celle-ci a aussi emprunté à d'autres sources (romaine, germanique, etc.), mais ce qui nous apparaît aujourd'hui comme une continuité ne relève au départ d'aucune nécessité historique. On a par ailleurs un peu oublié aujourd'hui que la thématique de « nos ancêtres les Gaulois » a surtout été développée, depuis deux siècles (et singulièrement sous la IIIe République), par des historiens de gauche qui voulaient saper l'idée, soutenue naguère par la noblesse, selon laquelle les Français étaient essentiellement les héritiers des Francs. Cela dit, un tel mythe (car c'est bien de cela qu'il s'agit) peut avoir un effet positif sur les esprits, à condition toutefois de ne pas en faire un principe d'exclusion. On tomberait alors dans l'impolitique. Pour prendre un exemple dans mon propre arbre généalogique, l'ancêtre le plus éloigné dont j'ai pu retrouver le nom était un capitaine italien immigré aux Pays-Bas aux environs de l'an 800, qui portait le nom d'Honorius Bonicolli !

Pour le militant européen, cherchant à défendre l'autonomie de pensée comme l'indépendance politique et diplomatique de sa civilisation, l'investissement dans la politique nationale des partis peut-il encore aboutir à des résultats, ou doit-on considérer que plus rien n'est jouable dans ce cadre là ?

Je n'attends personnellement rien des partis politiques. Je crois en outre que la forme-parti, elle aussi liée à la modernité, n'est plus un outil politique opérant que de façon très marginale. Il y a encore quelques décennies, les partis politiques représentaient autant de factions désireuses de parvenir au pouvoir qui, lorsqu'elles y parvenaient, pouvaient espérer réaliser leur programme. Aujourd'hui, le système politique en place dans les démocraties libérales est visiblement pré-codé, c'est-à-dire qu'il est conçu de façon telle que les partis porteurs d'une véritable alternative ne puissent pas accéder au pouvoir (l'alternance a remplacé l'alternative). D'autre part, même les partis qui parviennent au pouvoir ont le plus grand mal à mettre en œuvre leur programme – à supposer qu'ils y soient vraiment résolus –, car ils se heurtent à des emprises excédant le cadre national qui limitent sévèrement leur marge de manœuvre et leur capacité d'action. En fin de compte, ils doivent composer avec les règles internationales, la toute-puissance des marchés financiers, l'intrication des économies nationales, etc. Il suffit d'ailleurs de chercher où se trouvent aujourd'hui les centres de décision pour constater que, parmi ceux qui décident, on trouve beaucoup plus de nommés ou de cooptés que d'élus.

Comment analysez-vous la forme d'ouverture politique extrêmement large qu'a pratiqué Sarkozy pour son deuxième gouvernement ? N'est-ce pas un moyen de détruire les oppositions ?

Sans doute, et c'est évidemment de bonne guerre. Nicolas Sarkozy est parvenu à se faire élire en obtenant les voix de la fraction petite-bourgeoise du Front national. Dès qu'il a été élu, il a choisi de s'ouvrir à gauche, au risque de décevoir l'électorat qu'il avait ainsi raflé. Son principal avantage est de n'avoir face à lui aucune opposition organisée : le PS est en ruines, le FN en fin de course, les Verts ont été paradoxalement victimes de la vogue de l'écologie, le PC n'est plus qu'un fantôme et la gauche radicale cherche encore à se structurer. Il y aurait en théorie place pour un grand parti radical parlant au nom des classes populaires, mais on n'en voit pas les prémisses. Sarkozy a donc dans l'immédiat beaucoup d'atouts. Mais c'est peut-être à lui-même que l'on peut faire confiance pour les gâcher. Le nouveau président est fasciné par trois choses : l'argent, l'Amérique et le *show business*. Il n'est pas sûr que les Français puissent durablement se reconnaître dans cet idéal. Quant au système de l'argent, il est d'ores et déjà en train de créer très efficacement les conditions de sa propre disparition.

La reconnaissance de minorités à intégrer dans les sphères du pouvoir et des médias vous paraît-elle un danger pour la civilisation française et européenne, ou au contraire une chance pour le développement de la conscience identitaire de chacun, y compris des populations européennes ?

Elle peut évidemment être l'un et l'autre. Dès lors que ces minorités existent, reconnaître leur existence revient simplement à adhérer au principe de réalité, surtout lorsque les minorités en question sont en voie d'expansion ! Mais tout dépend de l'esprit dans lequel on le fait. De ce point de vue, je trouve qu'il y a quelque abus de langage à célébrer la « diversité », ou encore les « sociétés multiculturelles », comme le font la plupart des politiciens de droite et de gauche. Nous vivons aujourd'hui dans une société multiraciale, mais certainement pas dans une société multiculturelle. La diversité dont on fait l'éloge est calquée sur la simple multiplicité des marchandises entre lesquelles le consommateur peut « choisir ». Pour l'essentiel, tout le monde se trouve plongé dans un univers tristement monoculturel, celui de la marchandise, de la logique du capital et de la course au profit. Dans l'entre-deux guerres, il existait encore de grandes familles politiques et idéologiques, possédant chacune sa façon de vivre, ses valeurs partagées, sa culture propre, ses loisirs propres, parfois même son langage propre. Ces grandes familles ont aujourd'hui perdu leurs soubassements sociologiques ou religieux. Tout le monde mène aujourd'hui plus ou moins le même mode de vie, la seule différence résidant dans les moyens, plus ou moins grands, que l'on a d'en profiter.

Dans la question de l'immigration de masse, vous défendiez il y a une quinzaine d'années le principe du communautarisme à l'anglo-saxonne comme alternative à l'intégration jacobine, vouée à l'échec. Si les évolutions récentes vous donnent raison sur l'impasse que représente l'intégration jacobine pour des populations trop nombreuses et trop différentes, et surtout bien plus portées à s'intégrer à la culture libérale de la consommation qu'à la civilisation française, la communautarisme anglo-saxon montre lui aussi des signes d'essoufflement. Vers quel modèle pourrait-on s'orienter aujourd'hui ?

L'immigration de masse est un phénomène condamnable, dont les pathologies sociales sont aujourd'hui bien connues. Cela dit, dans les milieux de droite, il est fréquent d'entendre dire

que les populations issues de l'immigration ne sont « pas assimilables » et, en même temps, de leur reprocher de ne « pas vouloir s'assimiler », ce qui me paraît un peu contradictoire. Si j'ai effectivement toujours condamné l'assimilationnisme jacobin, je n'ai pour ma part jamais été favorable au « communautarisme » dans le sens, toujours péjoratif, qu'on donne aujourd'hui à ce mot. Reconnaître qu'il existe des communautés différentes, dont l'existence précisément crève les yeux, est une chose ; en tirer argument pour soutenir le « communautarisme », au sens où les différences pourraient être posées comme autant d'absolus, en est une autre. Les philosophes d'inspiration « communautarienne », comme Charles Taylor, Michael Sandel ou MacIntyre, que j'ai souvent cités (les arguments qu'ils opposent à la pensée libérale sont souvent remarquables), n'ont jamais nié, bien au contraire, la nécessité d'une loi commune. Ils ont seulement souligné que cette loi commune ne doit pas exclure des dispositions juridiques différenciées dans des domaines susceptibles de faire l'objet d'un accord négocié, ni conduire à rabattre les différences sur la seule sphère privée. Il est bien clair en effet que la reconnaissance ne peut pas être à sens unique : les communautés reconnues doivent elles aussi reconnaître les devoirs et les charges afférents à leur présence dans un espace public commun, qui demeure l'espace du vivre-ensemble et de la citoyenneté. C'est à cette reconnaissance mutuelle, avec tout ce qu'elle implique, qu'il faut travailler.

Vous défendez l'idée d'une alliance des cultures traditionnelles contre le capitalisme, une réactivation des modes de vie et de pensée enracinés contre l'uniformisation et l'aliénation libérales. Cette position ne souffre-t-elle pas de l'hostilité plus ou moins clairement exprimée du traditionalisme musulman contre l'Europe, qu'elle soit elle-même libérale ou traditionnelle ? Le rejet d'une grande partie des jeunes issus de l'immigration de toute forme de sympathie pour la France, que ce soit la France républicaine ou l'héritage historique, ne rend-il pas difficile une perspective de ce genre sur notre sol ? Les anciens pays colonisés conservent-ils encore un socle traditionnel qui leur permettrait, plus que les pays d'Europe, de faire face à la logique du capitalisme individualiste ?

Vous posez deux questions différentes. Comme le reste du monde, les anciens pays colonisés sont travaillés par le défi de la modernité. Leur hostilité envers cette modernité, dont ils soulignent à juste titre le caractère « occidental », est souvent faite de dépit et se conjugue à une admiration secrète mal maîtrisée. Il n'en reste pas moins qu'ils restent moins éloignés que nous ne le sommes nous-mêmes de certains traits, que j'estime positifs, propres aux sociétés traditionnelles. Quand vous parlez de l'hostilité du « traditionalisme musulman » envers l'Europe, il faudrait distinguer, d'abord entre les différentes significations que peut revêtir cette expression, ensuite entre les modalités et les motifs caractérisant l'hostilité que vous évoquez. Condamner le matérialisme et l'individualisme de l'Occident actuel est à mon avis parfaitement légitime. Ce n'est pas la même chose que de vouloir instaurer la *shariah* dans les banlieues ! D'autre part, le traditionalisme musulman n'est pas nécessairement synonyme d'« islamisme », et l'islamisme ne se résume pas lui-même à l'idéologie hystérique ni aux pratiques convulsives du fanatisme wahhabite. En la matière, malheureusement, les médias pratiquent un amalgame systématique. Que de nombreux jeunes issus de l'immigration, non seulement n'aient aucune sympathie pour la France, mais encore ne se considèrent nullement comme français, alors même qu'ils possèdent la nationalité française, est par ailleurs aussi incontestable que dramatique. Les premiers responsables en sont les hommes politiques, qui ont pendant trente ans refusé de regarder en face le problème de l'immigration et ont cru qu'il suffisait d'instaurer le « droit du sol » pour transformer les consciences. On paie aussi le prix de l'absence de tout projet collectif. Le service militaire a lui-même disparu sans qu'on se

soucie de le remplacer par autre chose. Cependant, il faut aussi admettre qu'on ne voit pas très bien pourquoi les jeunes issus de l'immigration devraient se sentir français alors que tant de jeunes Français « de souche » n'éprouvent eux-mêmes que des sentiments d'indifférence vis-à-vis de leur propre histoire. Je ne dis pas cela pour chercher des excuses aux uns ou aux autres. Il est évident que celui qui me désigne comme son ennemi devient automatiquement mon ennemi, que cela me plaise ou non. Mais je ne crois pas non plus qu'il soit sain de ne se situer que dans la perspective du rapport de forces. Disons qu'on peut, à mon avis, rejeter d'un même mouvement l'irénisme et la xénophobie.

Vous dénoncez depuis longtemps la pauvreté de la civilisation matérialiste et marchande qui s'impose partout et à tous les niveaux en Europe. Quelles valeurs concrètes lui opposer ?

Tout simplement, les valeurs qui lui sont le plus opposées. Le désintéressement, d'abord, le sens de la gratuité, le souci de l'autre, la volonté de ne pas rechercher systématiquement son meilleur intérêt, l'esprit communautaire, le sens des solidarités organiques, la volonté de participation à la vie publique, l'idée que la liberté résulte de cette participation, et non d'un repli sur la sphère privée. Nous vivons aujourd'hui dans une société qui se veut indifférente à la « vie bonne », mais qui s'affirme en même éminemment moralisatrice. Le regretté Philippe Muray parlait très justement d'« Empire du Bien ». L'idéologie dominante sécrète en effet une morale, mais c'est une morale qui, d'une part, se rapporte à la société dans son ensemble (elle est appelée à devenir plus « juste »), et non plus aux conduites individuelles, et qui, d'autre part, dérive de la vieille morale du péché, rabattue sur la vie profane et universalisée dans l'esprit des droits de l'homme. A la morale du péché, il est toujours loisible d'opposer l'éthique de l'honneur, fondée sur le courage, la droiture, le respect de la parole donnée, le sens de l'honneur, le goût du don.

Alain de Benoist, quels sont actuellement vos projets de recherches ou vos chantiers littéraires ? Pourriez-vous un jour, à un titre ou un autre, vous engager plus directement dans la vie politique, ou vous destinez-vous uniquement à votre travail intellectuel ?

Les projets ne manquent pas. C'est plutôt le temps pour les réaliser qui fait défaut. Non, je n'envisage nullement de m'« engager plus directement dans la vie politique », car je n'en ai ni les compétences ni le goût. On ne fait bien que ce pour quoi l'on est fait. En d'autres termes, on ne choisit pas sa vocation.

Souhaitez-vous faire une remarque complémentaire ?

Ce serait plutôt à vous d'en faire !

Merci beaucoup, Monsieur de Benoist, pour avoir pris le temps de répondre à nos questions.

(Entretien placé sur le site Patria-Gallica en février 2008)